



MARSEILLE, FRANCE '12
LE TEMPS DES SOLUTIONS

FORUM MONDIAL DE L'EAU

12 > 17 mars 2012

La gazette du Forum



N°5 - Vendredi 16 mars 2012

Sommaire

- Solutions « sans sel » : eau et énergie dans les Etats arabes..... P. 2
- “Success stories” américaines P. 3
- Portfolio P. 4
- Les jeunes en mouvement..... P. 6
- Droit à l'eau : Des solutions ancrées dans la réalité P. 7
- Les acteurs de l'eau dévoilent leurs engagements P. 8

> Le Pacte et les ALR en chiffres

- 1450 représentants des Autorités Locales et Régionales (ALR) présents à la 3^{ème} Conférence internationale des Autorités Locales et Régionales pour l'Eau des 14 et 15 mars
- 500 élus dont 230 maires, gouverneurs et Présidents de Collectivités territoriales
- 60 pays représentés
- A noter, cette année la participation du niveau infra-étatique avec 45 représentants
- 1070 signataires du Pacte d'Istanbul pour l'Eau issus de 56 pays, au 10 mars 2012 : 60 % sont issus d'Amérique Latine, 29 % d'Europe, 8 % d'Afrique et 3 % d'Asie

Edito

Du temps des Solutions au temps des engagements

Depuis lundi, le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau réunit à Marseille des milliers de participants qui échangent, débattent, argumentent. Et comme tous, je m'en réjouis!

Chez tous, j'ai pu constater un esprit de recherche concrète de solutions animé par la passion. Cela prouve bien que notre idée de faire de ce Forum celui des solutions était réaliste et réalisable. De plus, j'ai pu

constater une implication plus importante de l'ensemble des acteurs : politiques, ONG, sociétés, scientifiques, experts...

Tout n'est pas terminé pour autant. Voici désormais venu le temps des engagements. Nous sommes maintenant face aux enjeux de l'action. Et nous sommes attendus !

Nous pouvons améliorer la vie de milliards d'êtres humains qui chaque jour souffrent du manque d'eau ou de l'absence d'assainissement. Pour cela, nous avançons conjointement sur :

- la voie du « terrain », ce sont toutes les solutions que l'on trouve sur le Forum. A nous de les faire circuler et de contribuer à leur mise en œuvre ;
- la voie hydro-diplomatique, ce sont les engagements que gouvernements, et autorités locales et régionales ont défini.

Dès demain à Rio+20, nous rappellerons que la « Sécurisation de l'eau » - pour les besoins domestiques, sociaux, économiques et pour l'équilibre environnemental - s'inscrit parmi les nécessités stratégiques du futur ! ●



@Photo DR

Loïc Fauchon,

Président du Conseil Mondial de l'Eau



«Les pays Africains s'engagent à financer l'eau et l'assainissement en milieu rural»

La République du Congo, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Tchad, la France, l'Italie et la Suisse ont annoncé une enveloppe de 80 millions de dollars dans le cadre de l'initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural. L'annonce a été faite à l'occasion de la conférence sur le partenariat pour le renforcement de la sécurité de l'eau en Afrique. Cette initiative est portée par la facilité africaine de l'eau au sein de la Banque Africaine de Développement. La conférence s'est achevée par le lancement de la 4ème semaine africaine de l'eau prévue du 14 au 18 Mai 2012 au Caire en Egypte.

Une solution belge pour dépanner d'urgence les abonnés en cas de rupture du réseau d'eau potable

La Compagnie Intercommunale Liégeoise des Eaux (CILE) possède depuis 2 ans une usine de production de bidons d'eau de source. Elle peut entrer d'urgence en production lorsqu'une rupture du réseau empêche les abonnés d'être alimentés via le robinet. Cette usine actuellement sous-exploitée ne fonctionne que 2 à 3 fois par an. La société belge propose alors sa solution de dépannage (à prix coutant) dans toute les zones géographiques alentour les habitants autonomes dans la gestion de leurs puits.

Des puits dans le désert

« Une ville, un puits » est un projet de construction de puits pastoraux et maraîchers dans la région d'Agadez (Niger) impliquant fortement les communautés locales. Initiateurs de cette opération, l'ONG Tidène, l'association « Puits du désert », le Rotary International, d'autres ONG, collectivités locales et entreprises privilégient l'écoute des besoins formulés par les populations. Ces structures veulent ainsi rendre les habitants autonomes dans la gestion de leurs puits.

Solutions sans sel : eau et énergie dans les Etats arabes

Les ministres, les autorités locales et les techniciens des Etats arabes s'accordent sur la nécessité de la désalinisation pour garantir une quantité suffisante d'eau potable. Il reste à décider d'où viendra l'énergie qui fera fonctionner les usines de désalinisation.



(De G. à dte) Ing. Zaher bin Khalid Al-Sulaimani (Directeur général de projets, Autorité publique de l'électricité et l'eau, Oman), Dr. Abid Thyab AlAjeeli (Parlement arabe) et Ahmed bin Abdullah bin Mohammed Al Shehhi (Ministre des municipalités régionales et des ressources en eau, Oman) (Photo : L. Johnson).

Le monde arabe représente 5% de la population mondiale, mais possède seulement 1% de l'eau douce. « Actuellement, 18 des 22 Etats arabes souffrent de pénurie d'eau, et ils seront en 2050 en état de détresse hydrique », prévoit le Dr. Abid Thyab AlAjeeli du Parlement arabe, mercredi 14 mars lors du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau. Lors du dialogue arabe sur l'eau et l'énergie, le Dr. Al Ajeeli a insisté sur les besoins en matière d'innovation technique pour la désalinisation et les énergies renouvelables.

Pour aider à résoudre les problèmes d'eau et d'assainissement dans la municipalité palestinienne de Al Ubeidyeh, Maher Abu Sarhan appelle à une répartition de l'eau égalitaire avec Israël. La municipalité a également identifié un besoin d'investissement pour des stations de traitement des eaux usées qui utiliseraient le soleil et le biogaz comme sources d'énergie, et qui permettraient la réutilisation des eaux usées une fois traitées.

La désalinisation solaire de l'eau de mer

Les questions de désalinisation et d'énergie ont été au cœur de cette discussion. Le panel et les participants ont mis en évidence le besoin croissant d'investissements pour des innovations en matière d'usines de dés-

alinisation et d'énergies renouvelables pour cette région ensoleillée. Le sultanat d'Oman prévoit d'investir dans 200MW de projets d'énergies renouvelables sur les quatre prochaines années. « En Oman, 80% de l'eau potable provient de la mer », explique Zaher bin Khalid Al-Sulaimani, Directeur général des projets pour l'Autorité publique de l'électricité et de l'eau d'Oman.

La désalinisation est déjà très répandue dans le monde arabe, en particulier dans les Etats du Golfe. Aujourd'hui, l'énergie nécessaire à ce processus provient des réserves d'énergie fossile. Cependant, l'énergie solaire est illimitée et gratuite. Le Dr. AlAjeeli démontre comment les modèles de radiations solaires peuvent être utilisés pour localiser les installations solaires de façon adéquate. Il explique également que le processus de désalinisation solaire à travers l'humidification et la déshumidification est durable : le mécanisme est similaire au cycle naturel de l'eau et fonctionne uniquement grâce à l'énergie solaire.

« L'eau est cruciale si nous voulons un avenir durable » insiste H.E. Ahmed bin Abdullah bin Mohammed Al Shehhi (Ministre des municipalités régionales et des ressources en eau d'Oman). L'utilisation combinée du soleil et de l'eau salée jouera probablement un rôle central pour les Etats arabes dans le futur. ●

"Success stories" américaines

Pour un avenir meilleur en termes d'eau et d'assainissement aux Amériques, cinq pays dévoilent leurs solutions. Chacun avec ses convictions.

Quel cadre législatif ? Quel financement public/privé ? Quelle décentralisation des pouvoirs ? Des représentants du Mexique, du Honduras, de l'Equateur, du Brésil et des Etats-Unis ont débattu de ces questions, dans un tour de table dédié au continent américain, avec la volonté de proposer "des solutions expérimentées applicables dans différents pays" selon Rodrigo Rollemberg, Sénateur du District Fédéral du Brésil.

Ainsi, pour lutter contre la pollution des cours d'eau, le Brésil se félicite de sa Politique Nationale de Déchets Solides, interdisant les "poubelles à ciel ouvert". Jusqu'à son instauration, les ordures étaient directement déversées près des fleuves. Victor Lippi, Maire de Socoraba au Brésil, insiste sur l'importance d'établir des plans d'action pour aider les municipalités à se concentrer sur les priorités et actions à mener pour leurs projets d'assainissement. "La participation du gouvernement est fondamentale car les municipalités ne disposent pas des moyens financiers et techniques nécessaires", dit-il. Comme Rollemberg, Lippi souligne le besoin de créer des agences de l'eau par bassins versants.

Les PPP et l'action citoyenne au cœur du débat.

Au Mexique aussi, la gestion par bassin versant est favorisée. Depuis la création en 2006 de la "Commission du bassin de la rivière Apatlaco", son état écologique s'améliore. Dans cette zone, onze stations de traitement sont construites, et ce 16 Mars la douzième sera inaugurée. Pour assurer leur bon fonctionnement à long terme, le représentant de l'état de Morelos au Mexique, Fernando Maira, insiste sur le besoin d'un suivi technique et prône, pour l'assurer, de confier cette mission au secteur privé.



©Photo Noa Shleinger

Rodrigo Rollemberg, président de la Commission de l'Environnement du Sénat du Brésil.

Marlo Lara, parlementaire au Congrès National du Honduras, approuve aussi le besoin de lois pour les partenariats publics-privés.

Evelyn Pamela Falconi, la représentante de l'Equateur, soutient, au contraire, que "seule l'interdiction de la privatisation de l'eau, en redonnant du pouvoir aux populations, permettra d'assurer le droit à l'eau pour tous". Renforcer l'autonomie des citoyens reste aussi le mot d'ordre de la sénatrice Karen Fraser de l'état de Washington, Etats-Unis. "Donner du pouvoir aux autorités locales" est la solution qu'elle défend pour garantir l'accès à l'eau et la bonne gestion des ressources.

Les solutions politiques de la Finlande

La taxation de l'eau fait partie des mesures phares présentées par Katariina Poskiparta, secrétaire d'Etat pour le ministère de l'Environnement finlandais pour couvrir les coûts de l'approvisionnement et du traitement de l'eau. Second axe fort, la Finlande a mis en place des programmes de réduction des eaux usées municipales et industrielles. Le pays scandinave a également créé en 2009 un Forum de l'Eau Finlandais. Il permet aux intervenants publics et privés œuvrant dans le domaine de l'eau d'échanger. Enfin, un processus de collaboration est également engagé à l'échelle transfrontalière avec la Russie autour de la Mer Baltique.

L'OCDE: perspective sur l'environnement et directives pour une réforme des politiques

L'OCDE a publié mardi deux ouvrages présentant les dernières projections concernant les évolutions socio-économiques au cours des quatre prochaines décennies, ainsi que leurs conséquences dans quatre domaines critiques : le changement climatique, la biodiversité, l'eau et les effets de la pollution de l'environnement sur la santé.

Les coûts de l'inaction pourraient être énormes selon l'OCDE. La croissance de la demande mondiale en énergie se traduira par un accroissement de 50 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) et une aggravation de la pollution de l'air. La pollution de l'air devrait devenir d'ici à 2050 la première cause environnementale de mortalité dans le monde. La Chine et l'Inde seront de très loin les pays les plus touchés. La demande mondiale en eau augmentera d'environ 55 %. 2.3 milliards de personnes supplémentaires manqueront d'eau.

Portfolio



©Photo 6th World Water Forum / T. Takeeda

Frances Lucraft (Programme Officer, IWA), coordinateur du défi mondial de surveillance de l'eau, présentant un « Kit » destiné à mesurer la qualité de l'eau. Une initiative du programme « World Water Monitoring Challenge » réunissant 77 pays.



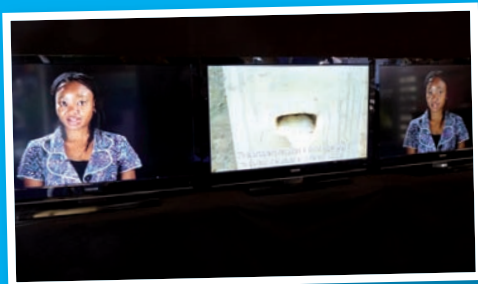
©Photo 6th World Water Forum / J.C. Barla

Au rep'eau au Maroc.



©Photo 6th World Water Forum / J.C. Barla

Au rep'eau au Japon.



©Photo 6th World Water Forum / NBC

Sur le stand de l'Institut International d'ingénierie de l'eau et de l'environnement.



©Photo 6th World Water Forum / Audrey Bonneville

Echange à la Maison du Citoyen et de l'Eau.



©Photo 6th World Water Forum / NBC

Reconstitution d'un puits au milieu du désert.



©Photo 6th World Water Forum / Jeanne Gruau

Benedito Braga, Président du Comité International du Forum, Catarina de Albuquerque, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit à l'eau et à l'assainissement.



©Photo 6th World Water Forum / NBC

Frénésie internationale en salle de presse.



©Photo 6th World Water Forum / Photo Audrey

Gaston Kaba, assistant gouverneur du district 9100 au Niger (représentant du Rotary), accompagné de Mohammed Ixa (président de l'ONG Tidène), pour le projet Les Puits du Désert- Sanou B. Hyacinthe.



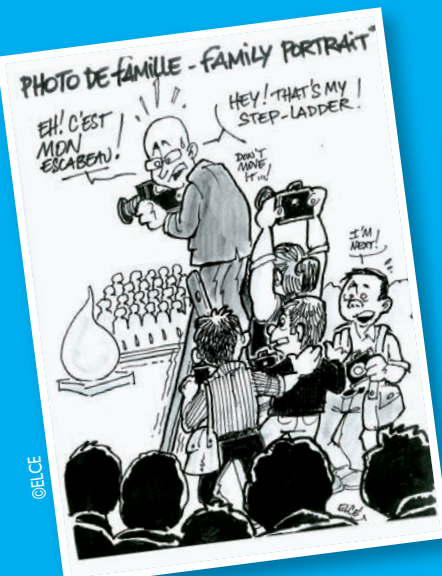
©Photo 6th World Water Forum / Christophe Lamourouse

La fracturation hydraulique abordée au cours d'une des sessions du 15 mars.



©Photo 6th World Water Forum / Synaps

Maude Barlow, Présidente nationale du Conseil des Canadiens, préside également le Conseil d'administration de Food and Water Watch, basé à Washington.



©ELCE



©Photo Helena Gonçalves

Muthana Sallomi (Directeur du Baghdad Environmental Directory, Irak) écrit une phrase issue du Coran sur les murs du Pavillon Brésil: "Toute chose dans la vie vient de l'eau".



©Photo 6th World Water Forum - Maimie Guyomard

"Nous pensons que les traditions sont porteuses de solution." Deborah Sanchez, Co-présidente de Barbareno Chumash Council-affiliate of the Seventh Generation Fund.



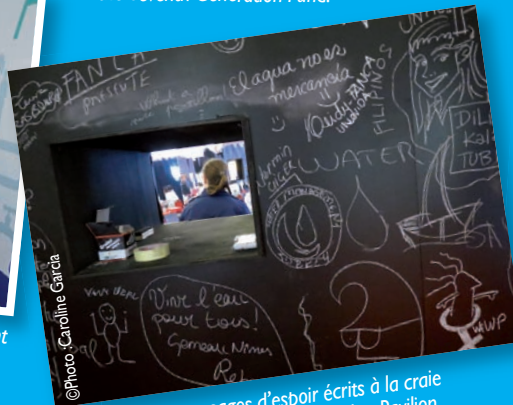
©Photo Helena Gonçalves

Une danse au Pavillon Chine. Dancing presentation in the China Water Pavilion.

©Photo : 6th Water World Forum / Christophe Tamourte



Les apprentis journalistes de la Gazette du Forum interrogent Bernard de la Villardière sur les enseignements révélés par son film, Le temps des solutions.



©Photo Caroline Garcia

Des messages d'espoir écrits à la craie sur le mur d'ardoise du Policy Pavilion.



©Photo Maimie Guyomard / 6th World Water Forum

Ramesh Muttukumar, assistant administrateur adjoint au Bureau des relations extérieures et du plaidoyer du PNUD (gauche) et Issoufou Issaka, ministre de l'eau et de l'hydraulique pour le gouvernement du Niger (droite) défendent la coopération décentralisée.



©Photo : 6th Water World Forum / Christophe Tamourte

Quelques morceaux de la fresque réalisée par les élèves de l'école de La Croix rouge, à Aulnay-sous-Bois, accueillis sur le forum par de jeunes Japonais.



©Photo Maimie Guyomard / 6th World Water Forum

La classe de CMI de l'école Hozier à Marseille découvre le monde de l'eau.



©Photo 6th Water World Forum / Christophe Tamourte

Bernard de la Villardière aux côtés de François Danel, Directeur général d'Action contre la faim présentent Le temps des solutions, un film visant à sensibiliser le public marseillais et les experts venus du monde entier aux problèmes d'accès à l'eau sur la planète.



©Photo Caroline Garcia

Apéritif à l'eau de Marseille pour les élèves de CM2 de l'école Milan de Marseille.



Sur le stand du Conseil mondial de l'eau, les élèves de l'école marseillaise Gilles Vigneault ne réalisaient pas la place qu'occupe l'eau sur la planète.

©Photo Caroline Garcia



©Photo 6th Water World Forum / Christophe Tamourte

Blaine Grider, Brian Monongie et Deborah Sanchez lors de la session « Peuples autochtones et eau : culture, droits et bien-être ».

Des grandes idées provenant de petites bouches

Le Forum Mondial de l'Eau a sélectionné une équipe de six enfants à l'occasion d'une manifestation organisée à Tokyo en Août 2011 par la Fondation de gestion de la rivière et de l'environnement du bassin versant au Japon.

Réunis à Marseille, ces six enfants ont proposé une série de solutions durant la session Solutions des enfants! Parlons d'eau, qui s'est tenue le 15 Mars.

"Une bonne préparation et de la connaissance va diminuer les victimes de catastrophes!"

"Profitions des activités pratiques ensemble!"

«Nettoyage des berges, réduction des déchets, et recherche de la faune sont la clé pour sensibiliser sur la vie avec la vie aquatique!"

«Offrir des opportunités mènera à des actions locales!"

"Susciter l'intérêt et la diffusion de l'information au public sont nécessaires pour garder en vie notre culture de l'eau!"

Eaux usées de la vallée du Kidron en mer Morte

Les ingénieurs israéliens proposent des solutions pour la gestion des eaux usées provenant de Jérusalem est et des territoires palestiniens en aval qui polluent la vallée du Kidron jusqu'à la mer Morte. Certaines nécessitent un accord avec les autorités palestiniennes : créer une station d'épuration en territoire palestinien ou envoyer les eaux usées vers une station existante par des canalisations traversant ce territoire. Une alternative existe pour le contourner, mais elle s'avère bien plus coûteuse. Si les ingénieurs israéliens et palestiniens travaillent ensemble sur le terrain, l'obtention d'un accord demeure difficile.

Les jeunes en mouvement

Le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau innove en donnant une grande place à la jeunesse. Des élèves aux jeunes professionnels, tous contribuent au succès des différents événements organisés. Retour sur les principales initiatives.



La jeunesse en action dans les allées du Forum.

D'autres, comme Kentaro Nakano, étudiant japonais, proposent de se réappropriier la rivière. Les lycéens interviennent également, en créant des projets de sensibilisation ou en échangeant avec les autorités locales.

Les jeunes professionnels sont également de la partie. Vingt-huit jeunes venus du monde entier ont été recrutés par le Réseau Projection, réseau international de jeunes professionnels de l'environnement, pour réaliser « Solutions », la gazette du Forum.

Des espaces d'échanges ont aussi été mis en place par le Réseau Projection, comme le Pavillon « Bidonville » dans le Village des Solutions.

Un nouveau regard sur l'eau

Le mouvement des jeunes amène un regard nouveau sur la question de l'eau. Le mouvement permet de « créer des liens entre nous », explique Marie-Alix Prat, une des trois leaders du groupe de travail du Mouvement de la Jeunesse pour l'Eau.

Le Forum met en avant la sensibilisation de la jeunesse et du grand public au soutien des réseaux « Jeunesse et Eau » pour porter la voix des jeunes à l'international, favoriser le dialogue entre toutes les générations.

« Les jeunes ont le droit de siéger à la table des solutions dans les différentes institutions », déclare Olivier Thibault, directeur général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Voilà plus de 2 ans que la Commission « Racines et Citoyenneté » se penche sur les initiatives et contributions des étudiants de 18 à 25 ans issu du monde entier. Avec des résultats multiples : développement d'une vision de la jeunesse, déclaration du Parlement Mondial de la Jeunesse sur l'Eau, conférences, etc.

Plus de 700 jeunes des collèges, lycées et écoles sont venus échanger sur l'eau lors du Forum. Certains se familiarisent avec les usages de l'eau grâce au voyage de Baladine, une goutte d'eau (film d'Henri-Marc Becquart).

Droit à l'eau : des solutions ancrées dans la réalité

Appliquer le droit à l'eau et à l'assainissement découle d'un long processus, selon les experts du panel introduit par Loïc Fauchon, Président du Conseil Mondial de l'Eau. Mais des exemples concrets attestent que c'est possible.

Le droit à l'eau ne pourra se concrétiser que par étapes, admettent les différents intervenants du panel consacré le 14 mars à cette thématique sensible. Le processus s'avère en effet complexe. Il faut d'abord acter sa retranscription juridique dans le droit national, puis élaborer des plans d'actions reposant sur des investissements augmentés et ciblés. Le tout en respectant plusieurs conditions : favoriser une coopération renforcée, faciliter les transferts de savoirs entre ONG, Etats et acteurs locaux, organiser le contrôle des opérateurs de services et veiller à l'adaptation des technologies nécessaires à sa mise en œuvre.

Mais pour le panel, la démarche ne peut réussir qu'en associant les communautés concernées au processus décisionnel, puis au contrôle et à l'évaluation des services. A titre d'exemple, un dessin animé retrace le voyage d'une famille française découvrant les difficultés d'accès à l'eau dans un village malien. Les populations les plus vulnérables doivent être identifiées, localisées et bénéficier de financements appropriés.

Modes de financement

Selon Alejandro Molinari, manager argentin des services de qualité de l'ONG ETOSS/ERAS,

il faut mesurer la fréquence d'approvisionnement, la consommation, la qualité, la quantité, le coût... Pour l'ONG, le coût de la facture d'eau ne devrait pas dépasser 5% du revenu des ménages et les opérateurs devraient rendre des comptes sur la qualité de l'eau.

Jusqu'en 1999, à Phnom Penh, Cambodge, les ménages les plus démunis ne disposaient que d'un puits central dont l'eau était volée pour être revendue à un prix exorbitant. La ville a donc financé un programme élaboré avec la Banque Mondiale et la mairie de Paris. Selon Nao Long, Directeur Général adjoint de la régie des eaux, 27 000 connexions directes au réseau d'approvisionnement en eau ont été créées. Parallèlement, les ménages peuvent échelonner leur paiement sur 22 mois, si nécessaire, ou bénéficier d'une aide jusqu'à 70%. Ouane Habib, Ministre malien de l'eau et de l'énergie, a présenté, lui, une autre formule qui consiste à reporter une partie des recettes issues des appels téléphoniques vers l'amélioration de l'accès à l'eau.

Quant à la parlementaire ougandaise Kaitake Sarah Ndoboli, elle insiste sur le rôle indispensable des Nations Unies dans la mise en œuvre de ce droit. ●

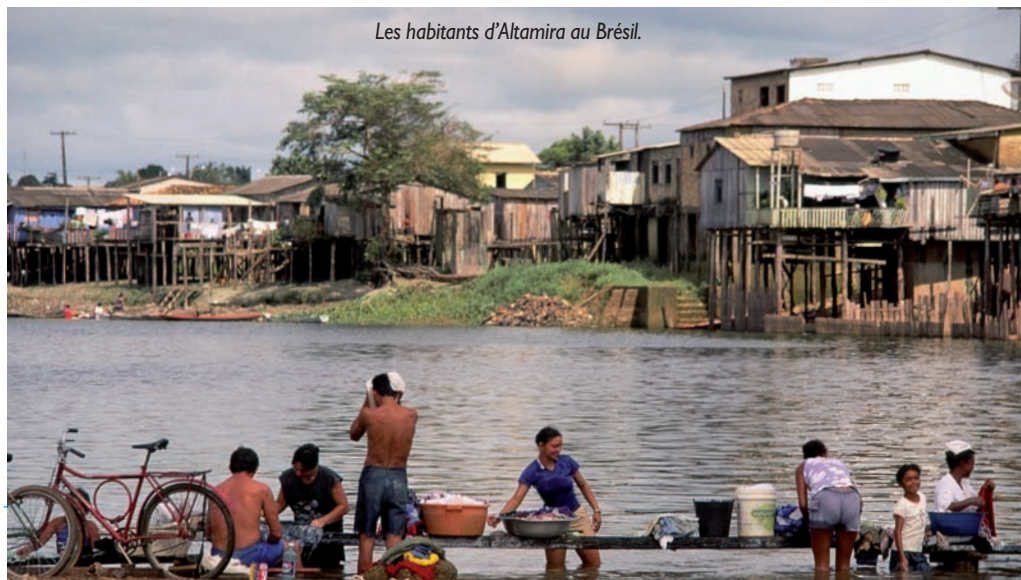
Les ressources satellitaires : une solution presque parfaite

Un réseau de satellites coordonnés intelligemment offre des perspectives illimitées dont la création de nouveaux emplois et services. La technologie satellitaire offre la meilleure information en terme de rapport qualité / prix, mais aussi les moyens pour les Etats africains d'améliorer la gouvernance et l'appropriation de leurs propres ressources. Etienne Massart K. Makagam, Directeur Général d'AGEOS-Gabon, les invite fortement à surmonter leur méfiance et à utiliser cette technologie dont il est cependant impératif de sensibiliser sur les limites et les avantages.

Déclaration ministérielle : l'Effet Papillon en route pour la Corée du Sud

Les 90 ONG réunies au sein de l'Effet Papillon estiment que "la déclaration ministérielle innove dans plusieurs domaines". Elles se félicitent notamment de l'affirmation explicite du droit à l'eau comme droit de l'homme inaliénable et de la reconnaissance de la notion de crise humanitaire. L'Effet Papillon espère que le 7ème Forum Mondial de l'Eau en Corée du Sud continuera sur la même lancée. Car pour la première fois, le Forum Mondial de l'Eau a intégré les ONG font dans le processus d'élaboration. Les prochaines étapes attendues sont l'engagement des Etats pour la mise en œuvre du droit à l'eau potable et à l'assainissement, ainsi que la ratification de la Convention des Nations Unies sur les Cours d'Eaux Internationaux (1997).

Les habitants d'Altamira au Brésil.



©Photo 6th Water World Forum Rui Faquini/ANA Brazil

Share, pour harmoniser hydroélectricité et écosystèmes aquatiques

« Dans les Alpes, l'hydroélectricité est la première source d'énergie renouvelable. Mais ses impacts écologiques menacent la qualité de l'eau. Le projet SHARE (Sustainable Hydropower in Alpine Rivers Ecosystems) propose un outil d'aide à la décision, l'analyse multicritères, combinant de façon impartiale ces besoins opposés » explique un responsable du Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités. L'association présente le 16 Mars sa solution au 6ème Forum Mondial de l'Eau. Un outil né de la coopération entre 13 organisations alpines, financé par l'Union Européenne.

Terres arides et Oasis

Au fil des expositions, des conférences, des stands ou des rencontres, les problèmes de désertification se dévoilent peu à peu à l'espace "Terres arides et Oasis", organisé sous la responsabilité de l'association CARI. Les sujets sont divers : eaux fluviales, agriculture, propriété du sol, désertification, etc. Les ONG y présentent des solutions concrètes : installation d'un puits, plantation de dattiers, etc. Un arbre de vie rappelle que les solutions sont à portée de main, en invitant les jeunes à écrire leurs idées ou leurs poèmes et à les accrocher dans l'arbre.

Des puits dans le désert

« Une ville, un puits » est un projet de construction de puits pastoraux et marâchers dans la région d'Agadez (Niger) impliquant fortement les communautés locales. Initiateurs de cette opération, l'ONG Tidène, l'association « Puits du désert », le Rotary International, d'autres ONG, collectivités locales et entreprises privilégient l'écoute des besoins formulés par les populations. Ces structures veulent ainsi rendre les habitants autonomes dans la gestion de leurs puits.

Les acteurs de l'eau dévoilent leurs engagements

Le mercredi 14 mars 2012, responsables publics et privés, organisations non-gouvernementales (ONG), associations et spécialistes de l'eau se sont réunis autour d'un grand panel pour présenter leurs engagements dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

La politique et la gestion efficace de l'eau constituent une préoccupation à la fois locale et mondiale qui impliquent une multitude d'acteurs à l'échelle de bassins, municipalités, régions, États, etc. Certains représentants de ces différents secteurs présentaient, mercredi 14 mars 2012, leurs expériences et les méthodes innovantes de la bonne gouvernance de l'eau.

"Les engagements des parties prenantes ne sont pas homogènes", déclare Rob Dowling, Directeur de la société australienne SA Water Corporation. "Cependant, une bonne gouvernance de l'eau implique une coordination étroite entre tous les acteurs impliqués dans la prise de décision et le processus de mise en œuvre". "Cette gouvernance", souligne Monique Corier, Présidente de la Confédération de l'association des résidents de Marseille, "ne peut se faire sans la participation active des usagers".

Un objectif commun pour la bonne gouvernance de l'eau

Les parties prenantes impliquées dans la gestion de l'eau poursuivent un objectif commun : satisfaire les usagers de l'eau les plus défavorisés. "Les ONG s'engagent dans divers pays afin de permettre aux personnes



Les parties prenantes présentent leurs engagements pour la bonne gouvernance de l'eau.

marginalisées de bien cerner le concept de la bonne gouvernance de l'eau", souligne Mary O'Connell, représentante de l'Initiative Effet Papillon. "En Colombie, la surtaxation de l'eau distribuée aux gens les plus riches finance les subventions accordées aux plus démunis", affirme Rubén Avendano. Les togolais et les hollandais développent une politique quadripartite pour renforcer les capacités techniques des acteurs locaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

"Le 6ème Forum Mondial de l'Eau doit permettre aux parties prenantes de dynamiser leurs engagements en faveur d'une politique et d'une gestion efficace de l'eau", évoque Aziza Akmouch, Analyste politique de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). ●

Ont participé à ce numéro :

Editeur : Editeur : Secrétariat du Comité International du Forum Mondial de l'Eau, 11 la Canebière 13001 Marseille France - **Directeur de la publication :** Jean-Marc Lacave, Directeur exécutif du Secrétariat du 6ème Forum Mondial de l'Eau - **Rédactrice en chef :** Claudine Chilinski, Directrice Marketing, Communication - **Rédactrice en chef adjointe :** Carole Schaal-Cornillet - **Journalistes :** C. Garcia, J.-C. Barla, G. Tur, A. Place, M.-P. Vega, N. Bureau du Colombier - **Rédacteurs Réseau Projection :** M. Guyomard, A.-C. Popescu, C. Castellanos Perez Bolde, A. Labaeye, C. Vigé Hélie, J. Grueau, L. Ghiglia, H. Sanou, K.A. Tallagbé Dayé, B. Kakou Arsene, M. Djigo, A. Abu Saleem, Ebadati, T. Takeda, A. Issoufou, C. Perez Bolde, R. Tejeda, M. Lobo, A. de Bonneville, S. Detchou, S. Davin, J. Chenut, F. Roignant, U. Fifi, J. Kileshye, S. Ngilambi, Z. Koffi Vilevo, R. Guirbaye, L. Johnson, Ludington, Uche, N. Shlesinger, Tignino, Li Ning, P. Anamaria-Cristina, A. Kafkalidis, H. Gonçalves - **Maquette :** A. Triareau - **Webmestre :** M.-C. Audibert - **Coordination :** Econostrum